

Pour une Alternative à Gauche anticapitaliste, écologiste et féministe

Liste présentée par les **Alternatifs**, la **FASE** et le **NPA**



conduite par **Myriam Rossignol**



Véronique BAMAS
Charente



Gilles SUZE
Charente-Maritime



Jean-Pierre GAY
Deux-Sèvres



Bruno RIONDET
Vienne

Pour une Alternative à gauche signifie que nous voulons un changement radical sur le plan politique écologique et social. Pour nous, être à gauche veut dire mettre les femmes et les hommes au centre des préoccupations : nos vies passeront toujours avant les profits de quelques uns.

Les élections régionales interviennent à un moment où la crise précipite des centaines de milliers de personnes au chômage, généralise la précarité et aggrave la pauvreté.

Le capitalisme financier et ses spéculateurs portent l'entière responsabilité de cette crise. Il faut dire non à la politique de Sarkozy uniquement menée en faveur des classes sociales les plus favorisées et des pollueurs. Il faut une force unie pour s'opposer radicalement à ce gouvernement et imposer une logique différente.

Impuissantes face à la crise, les coalitions PS-PC-Verts qui gèrent les régions depuis 2004, n'ont pas tenu leurs promesses.

Les limites des compétences de la région n'en sont pas la seule cause. Il y en a d'autres : subventions aux entreprises privées qui ont finalement licencié et se sont délocalisées, établissements d'enseignement et de formation privés subventionnés au-delà des obligations légales, services publics de transport laissés au secteur privé, subventions aux particuliers qui s'apparentent à du clientélisme, démocratie participative restée une chimère.

La gauche institutionnelle accompagne le libéralisme. Elle gère les affaires sans remettre en cause la "fameuse" loi du marché que jamais personne n'a votée.

Urgence écologique

La course effrénée à la croissance et au profit menace la planète : réchauffement climatique, pillage des ressources naturelles, pollutions. La conférence de Copenhague fut un échec, car les gouvernements soutien-

Pour une vraie rupture politique, il faut imposer un plan d'urgence au niveau national :

- **partager les richesses** : augmentation des salaires, Smic et minimas sociaux à 1 500 euros nets, allocation formation pour tous les jeunes de 18 à 25 ans et fixée au SMIC, égalité professionnelle véritable entre hommes et femmes.
- **combattre le chômage** : un emploi à temps plein décent pour tous et toutes, poursuivre la réduction du temps de travail sans réduction de salaire et sans flexibilité, interdire les licenciements, ne plus tolérer d'heures supplémentaires, maintenir l'âge de la retraite à 60 ans et 37,5 annuités pour tous.
- **développer la solidarité** : revenir sur les privatisations des services publics (la Poste, EDF-GDF, France Telecom, etc.) pour qu'ils soient accessibles à tous.
- **imposer la justice fiscale** : non à la suppression de la Taxe Professionnelle qui transfère la fiscalité des entreprises vers les ménages. Pour une réforme des impôts locaux qui prenne en compte les revenus.
- **défendre la démocratie** : non à la réforme des collectivités territoriales qui éloigne un peu plus les citoyens des élus, vise à réduire leur autonomie en diminuant leurs ressources et leur pouvoir économique.

nent chacun leurs industriels et leurs financiers. Ils pillent les réserves sans souci de l'avenir. L'industrie agroalimentaire pollue nos campagnes. Les OGM, pesticides et insecticides menacent les êtres vivants. La Taxe carbone, vou-

lue par Sarkozy, pénalise les consommateurs qui n'ont pas d'autre choix pour se chauffer ou se déplacer, mais exonère toutes les industries les plus polluantes

Comment s'attaquer à la crise climatique si on ne s'oppose pas à la prolifération des transports routiers, aux modes de cultures et d'élevage intensifs ?

Urgence sociale et démocratique

Prenons nos affaires en main pour faire vivre la démocratie et imposer le contrôle des citoyens sur l'économie, la marche de la société et notre environnement.

Rien ne changera sans la mobilisation citoyenne la plus large, sans un "tous ensemble". Aujourd'hui, en votant pour notre liste, vous pouvez dire que le capitalisme n'est pas notre seul avenir, que vous n'acceptez pas un système injuste, inégalitaire, discriminatoire.

Les premières victimes de la crise :

Les femmes subissent toujours les inégalités : chômage, précarité, temps partiels imposés, difficultés pour l'accès à la contraception ou à l'IVG, services de petite enfance trop rares, salaires inférieurs à responsabilité égale. Avec la crise, les femmes sont touchées encore plus que les hommes. Le combat pour l'égalité est toujours d'actualité.

Les étrangers vivent dans la précarité et quelquefois dans la clandestinité comme les "sans papiers". La société les marginalise honteusement ! Les patrons les exploitent sans vergogne ! Le gouvernement les pourchasse et les expulse en les désignant comme boucs émissaires. Nous sommes pour leur régularisation sans condition. Nous sommes pour le droit de vote de tous les étrangers aux élections locales.

Les jeunes sont frappés de plein fouet : chômage, précarité, difficultés d'accès au logement. Plus de la moitié des étudiants vivent sous le seuil de pauvreté. Les réformes en cours dans l'Education renforcent une école à deux vitesses qui marginalise le plus grand nombre. Ils sont de plus en plus victimes de mesures répressives.

Notre liste propose une rupture au niveau régional pour :

- **ne plus** verser des subventions au secteur privé à fonds perdus, sans contrôles ni garanties ;
- **ne pas** construire la ligne TGV Poitiers-Limoges au détriment des lignes et gares de proximité ;
- **ne pas** développer les voitures électriques (piles au lithium rechargeables à l'énergie nucléaire), ni les agro carburants ;

- **ne plus** multiplier les subventions individuelles clientélistes pour acheter récupérateurs d'eau, réfrigérateurs.

Ce que peut faire la région :

- **combattre** la précarité. Les services publics des collectivités doivent d'abord offrir des emplois statutaires stables et à plein temps en CDI.

- **créer** et développer des services publics pour les personnes âgées (au lieu d'enrichir les maisons de retraite privées), pour les personnes atteintes de handicap, pour la petite enfance et pour enfin une garde gratuite et adaptée aux besoins des petits. Subventionner le planning familial et assurer la contraception gratuite aux jeunes.

- **lancer** un programme ambitieux de transports publics avec trains et bus gratuits suffisamment nombreux répondant aux besoins de déplacements.

- **développer** une formation professionnelle publique dans les lycées et pour les adultes orientée notamment vers les techniques écologiques d'avenir appliquées aux énergies, à l'agriculture bio, soutenir la rénovation-isolation des bâtiments existants en BBC (Bâtiment Basse Consommation, application du scénario Négawatt)

La politique régionale doit créer et soutenir des emplois utiles socialement et écologiquement responsables.

Contre les inégalités et les reculs sociaux, une liste vraiment à gauche.

Le PS n'assure plus son rôle de parti de gauche : il s'allie au Modem, accepte les traités néolibéraux européens, délègue ses cadres à la direction de l'OMC et du FMI.

Notre liste, soutenue par plusieurs partis et des citoyens indépendants vraiment de gauche, propose de rassembler la gauche anticapitaliste qui n'abandonne pas ses idéaux. Elle veut inverser les rapports de forces au sein même de la gauche pour battre la droite. La stratégie d'alliance du PS avec le centre n'est "payante" que pour la droite.

Nous vous appelons à voter massivement pour notre liste au premier tour.

En obtenant plus de 10%, elle pourra être présente au second tour pour donner aux électeurs et électrices la possibilité d'avoir des élus vraiment de gauche, des représentants qui défendent au quotidien les mesures que nous proposons.

